

**SOCIÉTÉ  
NATIONALE**

des

**CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS**

**COMMISSION CENTRALE  
DES CHEMINS DE FER**

**Me**

# **INSTRUCTION GÉNÉRALE**

**SÉRIE PERSONNEL DE L'EXPLOITATION N° 3**

Paris, le 30 novembre 1939.

DEL.  
COL.

Nm.  
45

**C. G. P. 32**

## **RÉGIME DU TRAVAIL DU PERSONNEL DES TRAINS PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

(application du Décret du 6 Octobre 1939)

### **Article 1<sup>er</sup>.**

La présente Instruction est applicable aux agents des trains : Chefs de train, Conducteurs, Wagonniers, Surveillants des trains, Contrôleurs de route, Agents du service intérieur des voitures dans les trains de voyageurs.

Elle s'applique également aux agents qui remplissent temporairement les fonctions normalement dévolues aux agents ci-dessus.

### **Article 2.**

Les dispositions de la présente Instruction doivent être observées tant pour l'établissement des roulements réguliers que pour la commande du service de ceux des agents qui ne suivent pas de roulements réguliers.

### **Article 3.**

La durée du travail effectif calculée sur deux grandes périodes successives de travail ne doit pas excéder 10 h. de moyenne par jour.

La durée du travail effectif d'une journée considérée isolément ne peut excéder 10 h. 30, cette dernière durée pouvant toutefois atteindre 12 heures deux fois par grande période de travail.

Les définitions des mots « jour, journée de travail ou poste et grande période de travail », la délimitation de la grande période de travail et le mode de calcul de la moyenne du travail sont ceux fixés par la réglementation du travail du temps de paix.

### **Article 4.**

L'amplitude d'une journée de travail considérée isolément ne peut excéder 14 heures ; toutefois, cette amplitude peut être portée à 15 heures deux fois par grande période de travail.

La durée moyenne de l'amplitude journalière par grande période de travail ne peut excéder 12 heures.



#### Article 5.

Chaque fois que la durée du travail ininterrompu dépasse 8 h., il doit être accordé aux agents une pause pour leur permettre de prendre un repas. La durée prévue pour cette pause est égale au minimum à 45 minutes, mais elle peut toutefois être réduite, suivant les exigences de l'exploitation jusqu'à 30 minutes.

#### Article 6.

Pour l'application de la présente Instruction on considère comme temps de travail effectif tout le temps pendant lequel les agents des trains sont tenus de rester dans leur train ou de ne pas s'en éloigner ou ont un travail quelconque à effectuer dans les gares.

La durée des trajets effectués h.l.p. sur les machines est comptée en totalité comme travail effectif.

La durée des trajets effectués h.l.p. par les agents dans les trains pour prendre ou quitter le roulement ou à l'intérieur du roulement est comptée pour sa totalité dans l'amplitude ; elle n'est pas comptée dans la durée du travail effectif, sauf si elle dépasse 2 heures au cours d'une journée de travail ; dans ce cas, l'excédent sur 2 h. est compté pour moitié dans la durée du travail effectif.

Lorsqu'une journée de travail comporte des interruptions de travail, celles-ci sont comptées comme travail effectif lorsque leur durée est inférieure à 30 minutes.

Au cours d'une journée de travail il ne peut y avoir plus de deux interruptions de travail dites « coupures ».

#### Article 7.

Les périodes de réserve à disposition c'est-à-dire celles pendant lesquelles les agents sont employés à des travaux en gare sont entièrement comptées comme travail effectif.

#### Article 8.

La disponibilité à domicile est l'obligation faite à un agent, à l'expiration des repos prévus par la Région dans le cadre du présent titre, de ne pas quitter son domicile ou, tout au moins s'il le quitte, de ne pas s'en éloigner, et de faire le nécessaire pour qu'en cas d'appel il puisse être atteint de manière à rejoindre son poste dans le moindre délai.

Le temps de disponibilité à domicile n'est pas compté comme durée de travail.

#### Article 9.

Les repos journaliers à la résidence doivent avoir une durée ininterrompue de 13 heures au moins, cette durée pouvant être réduite à 12 heures trois fois entre deux grands repos périodiques.

Les repos journaliers hors de la résidence doivent avoir une durée ininterrompue de 8 h. au moins.

Il ne peut y avoir plus de deux repos consécutifs hors résidence ; leur durée totale ne doit pas être inférieure à 17 h.



A partir du 15 mai 1940, il ne pourra pas y avoir deux repos consécutifs hors résidence.

**Article 10.**

Il doit y avoir en moyenne un grand repos périodique de 36 heures au moins à la résidence par 7 jours de calendrier.

Il ne peut y avoir plus de 10 jours dans la grande période comprise entre deux grands repos périodiques.

Les grands repos périodiques doivent être placés sur deux nuits consécutives, commencer au plus tard à 22 heures 30 la première nuit et finir au plus tôt à 5 heures 30 la deuxième nuit.

**Article 11.**

Les Contrôleurs de route, les Surveillants des trains et les Agents du service intérieur des voitures dans les trains de voyageurs sont soumis aux dispositions applicables aux agents des trains sous les réserves suivantes :

- a) pour l'observation des maxima de 10 heures, 10 h. 30 et 12 heures faisant l'objet de l'art. 3, la durée du travail effectif journalier ou moyen est décomptée pour les 5/6<sup>e</sup> de sa valeur.
- b) l'amplitude journalière peut être portée au temps nécessaire pour assurer le service de bout en bout.
- c) les dispositions du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 10 ne leur sont pas applicables.

**Article 12.**

Au régime défini ci-dessus par les articles 3 à 9 peut être substitué le régime dit de la double équipe, l'une des équipes se reposant dans un wagon aménagé pendant que l'autre assure le service.

**Article 13.**

Dans le cas où des dérogations autorisées ou accidentelles n'auront pas permis l'application de certaines des règles du travail indiquées ci-dessus, les agents recevront les rémunérations énumérées au tableau ci-contre.

**L'Instruction Générale - Série Personnel de l'Exploitation N° 1 - du 15 mars 1939 est suspendue.**

*Le Commissaire Militaire,*

**PAQUIN.**

*Le Commissaire Technique,*

**R. LE BESNERAIS.**



## INDEMNITÉS

### pour dérogations du personnel des trains

| NATURE DES DÉROGATIONS DONNANT LIEU À RÉMUNÉRATION  | TAUX HORAIRE DE L'INDEMNITÉ |          |
|---|-----------------------------|----------|
|   | GROUPE 2                    | GROUPE 3 |
| I. — Dépassement de la durée limite du travail entre 2 G.R.P. successifs non compensé dans la période précédente ou suivante..... | 7. »                        | 5.50     |
| II. — Dépassement de la durée journalière au delà des limites réglementaires.....   | 2. »                        | 1.50     |
| III. — Dépassement de l'amplitude au delà des limites réglementaires.....   | 1.40                        | 1. »     |
| IV. — Réduction de la durée des repos journaliers à la résidence et hors résidence au-dessous des limites réglementaires.....     | 1.40                        | 1. »     |
| V. — Réduction de la durée du grand repos périodique.   | 2.40                        | 1.80     |
| VI. — Commencement ou fin du grand repos périodique après ou avant les limites réglementaires par heure.                          | 1.40                        | 1. »     |

NOTA. — a) Ces indemnités se cumulent. Le décompte en est fait par 1/4 d'heure arrondi au 1/4 d'heure supérieur.

b) Le taux horaire de l'indemnité est fonction du grade. Les grades sont répartis en deux groupes de la manière suivante :

Groupe 2. — Chefs de trains, Contrôleurs de route et Contrôleurs adjoints.

Groupe 3. — Conducteurs, Wagonniers, Surveillants des trains et Agents sédentaires utilisés à ces emplois. Personnel féminin du service intérieur des voitures.

c) Pour le calcul des indemnités dues en cas de dérogation I, la G.P.T. ne peut être utilisée qu'une seule fois pour compenser un excédent de travail d'une G.P.T. voisine, c'est-à-dire, soit de la G.P.T. précédente, soit de la G.P.T. suivante, mais en aucun cas de la précédente et de la suivante à la fois ; pour faciliter le calcul, les G.P.T. seront numérotées.

d) Dans les taux de rémunération de la dérogation I est comprise forfaitairement la valeur de l'indemnité de résidence.

50560 184/14

505